HABITAT

Les objectifs du quinquennal 2010-2014 non atteints

Le lancement de projets de construction de logements du quinquennal 2010-2014 a atteint 96% du volume global. Même si le ministre de l'Habitat qualifie ce taux de «positif», les objectifs du quinquennat n'ont pas été atteints.

Rym Nasri – Alger (Le Soir) – Sur les 2 223 403 logements prévus pour le quinquennal 2010-2014, 2 140 480 unités ont été lancées, soit un taux de 96% du volume global. Ce sont les chiffres que le ministre de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune, a communiqués hier, lors d'une réunion d'évaluation des directeurs de l'habitat et des OPGI, tenue à Alger. Selon lui, il ne reste que 95 476 logements dont le lancement est imminent. Même si les objectifs du quinquennal 2010-2014 n'ont pas été atteints à 100%, le ministre qualifie les résultats concrétisés sur le terrain de «positifs».

S'agissant de l'année 2014, Tebboune affirme que les travaux de réalisation de 418 752 logements ont été lancés sur les 600 000 unités prévues. Quant à leur livraison, il précise que 326 141 logements ont été livrés en 2014 alors que l'objectif de livraison ne dépassait pas les 300 000 logements. «Nous avons ainsi atteint un taux de livraison de 109% par rapport à nos engagements», dit-il. Des projets qui ont d'ailleurs «consommé 546 milliards de dinars, soit plus de 7 milliards de dollars», précise-t-il encore.

Rappelant que son département se réfère toujours au fichier national du logement, le ministre assure qu'«aujourd'hui, 5,5 millions d'Algériens ont bénéficié d'un logement ou d'une aide de l'Etat». Il a toutefois souligné l'objectif d'éradiquer les bidonvilles à travers le territoire national. «Au plus tard, au premier trimestre 2016, il ne restera plus de bidonvilles en Algérie», dit-il. Tebboune est revenu, par ailleurs, sur les délais de construction. Selon lui, l'Algérie mettait six années et demie pour la réalisation de logements. Une durée qui a été réduite à trois années et demie avant d'atteindre actuellement deux années et demie. «Lorsque le délai de réalisation de logements sera en dessous de deux années, ce jour-là, nous ferons partie des pays qui ont industrialisé le bâtiment», souligne-t-il.

Ry. N.

Photo : DR

Les projets de construction de logements du quinquenal 2010-2014 ont atteint 96%.

AADL, premier promoteur dans le bassin méditerranéen

Quatre cents mille unités de logements de formule AADL (Agence d'amélioration et de développement du logement) sont inscrites pour 2015. Selon le ministre de l'Habitat, l'AADL est devenue «le premier promoteur» dans le bassin méditerranéen. Pour une meilleure gestion de tous ces logements, il indique que la direction générale de l'AADL sera renforcée par la mise en place de directions régionales autonomes. «Elles permettront d'aider à la gestion de tous les logements de l'AADL», dit-il.

Ry. N.

L'utilisation de produits nationaux prochainement imposée

Des arrêtés ministériels seront mis en place pour imposer la consommation de «produits nationaux» dans les différents projets de logement, a indiqué, hier, le ministre de l'Habitat. Il affirme que l'Algérie dispose d'une «bonne» production nationale dans le domaine de la céramique et de la robinetterie. Idem pour le ciment qui, selon lui, sera renforcé avec la mise en service de nouvelles unités de ciments dès 2015. Tebboune rassure ainsi que tous les programmes de logements seront maintenus malgré la chute du prix du baril de pétrole. Selon lui, seuls 36% des logements sont en train d'être construits par des étrangers. «Ce qui ne va pas bloquer notre programme», dit-il.

Ry. N.

PÉTROLE

Le baril baisse à moins de 45 dollars

La dégringolade des prix du pétrole se poursuivait à moins de 45 dollars le baril hier. Une baisse des cours à moins de 40 dollars n'est pas écartée à court terme.

Hier matin, sur le marché asiatique, le baril de pétrole se transigeait à 45,36 dollars pour le Light sweet crude (WTI) et à 46, 73 dollars pour le Brent de la mer du Nord.

En cours de journée, les marchés de Londres et de New York affichaient une tendance baissière similaire. Ainsi, le baril de Brent de la mer du Nord valait 47,03 dollars, tombant à un nouveau prix plus bas depuis mars 2009, à 46,54 dollars, tandis que le WTI était coté à 44,66 dollars, tombant vers 11h00 GMT à 44,20 dollars, son plus bas depuis mars 2009. Vers 14h GMT, le baril WTI était coté à 44,84 dollars.

La veille, le Brent avait fini à Londres sous les 50 dollars (à 47,43 dollars) pour la première fois depuis le 28 avril 2009, tandis que le WTI avait clôturé à 46,07 dollars, son plus bas niveau depuis le 11 mars 2009. L'or noir poursuit ainsi de ternir, frôlant des plus bas depuis six ans, en raison d'une offre surabondante. Et une baisse du baril que la banque d'affaires Goldman Sachs prévoit se poursuivre, anticipant pour le Brent un baril à 42 dollars dans trois mois et à 43 dollars dans six mois, tandis qu'un rebond à 70 dollars est escompté l'an prochain, contre 80, 85 et 90 dollars précédemment.

Concernant le WTI, Goldman Sachs prévoit un baril à 41 dollars dans trois mois, à 39 dollars dans six mois avant un rebond jusqu'à 65 dollars dans un an, contre respectivement 70 dollars, 75 dollars et 80 dollars estimés auparavant. Une dégringolade des prix que les bons chiffres de la demande chinoise n'ont pas freinée, la chute des cours s'expliquant davantage par la panique des opérateurs de marchés, pariant sur la baisse des prix, et la surabondance de l'offre pétrolière notamment celle de pays non-membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Notons dans ce contexte que le ministre de l'Energie des Emirats arabes unis, Suhail Mazroui, a indiqué hier que l'Opep ne peut plus «protéger» le prix du baril, en dégringolade depuis juin 2014. Comme il a également estimé nécessaire que la production de pétrole de schiste, qui pousse à la baisse des prix du brut, soit maîtrisée.

«On ne peut plus continuer à protéger un certain (niveau des prix)», déclarait le ministre en parlant de l'Opep, en ajoutant : «Nous avons connu une surproduction (de pétrole), venant essentiellement du pétrole de schiste, et cela doit être corrigé.» Le prix du baril était en recul depuis juin et la baisse s'est accélérée depuis, notamment après une décision de l'Opep de maintenir son plafond de production à 30 millions de barils par jour.

Le ministre émirati a déclaré que son pays était «inquiet» du manque d'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché pétrolier mais «ne peut pas en être le seul responsable», allusion faite à l'augmentation de la production des pays pétroliers non membres de l'Opep. Ainsi, M. Mazroui a souhaité une rationalisation de la production des pays non membres de l'organisation pétrolière, en insistant sur le fait que le niveau actuel des prix ne pouvait être maintenu. «Nous disons au marché et aux autres producteurs d'être rationnels, de suivre l'Opep et d'agir pour une croissance du marché», a-t-il déclaré.

Et cela même si le plongeon des cours du brut handicape l'exploration et la production de pétrole issu des gisements de schiste américains, le coût d'extraction étant nettement plus élevé que pour la production conventionnelle.

C. B. / Agences

CÉRÉALES

Près de 3,3 milliards de dollars en onze mois

La facture des importations de céréales (blé, orge et maïs) augmente encore. Durant les onze premiers mois de 2014, la facture a atteint 3,29 milliards de dollars contre 2,92 milliards de dollars à la même période de 2013, soit une hausse de 12,52%.

C'est ce qu'indique le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). Les quantités d'importations des céréales ont également connu une tendance haussière de l'ordre de 24,4% avec 11,35 millions de tonnes de céréales achetées entre janvier et fin novembre 2014, contre 9,13 millions de tonnes à la même période de 2013. Il est constaté que la facture d'importation des céréales sur les 11 premiers mois de 2014 a déjà dépassé celle de toute l'année 2013 durant laquelle il a été importé pour 3,16 milliards de dollars de ces produits alimentaires. Par catégorie de céréales, les importations de blé (tendre, dur et semences) ont atteint 2,19 milliards de dollars contre près de 1,98 milliard sur la même période de comparaison, en hausse de près de 11%. Plus précisément, le montant des importations du blé tendre a enregistré une baisse entre les deux périodes de comparaison mais une hausse en termes de quantité. Ainsi, les achats à l'extérieur de blé tendre se sont chiffrés à près de 1,47 milliard de dollars pour une quantité de 5 millions de tonnes, contre près de 1,55 milliard de dollars pour 4,7 millions de tonnes sur la même période de 2013, soit un recul de 4,53% en valeur et une augmentation de 6,36% en quantité. Par contre, les importations de blé dur ont augmenté en coût et en volume à la fois avec une facture de près de 721 millions de dollars pour 1,83 million de tonnes, contre 430,56 millions de dollars pour 1,07 million de tonnes à la même période de comparaison, soit une hausse de plus de 67% en valeur et de 70,5% en quantité. En somme, les quantités importées de blé, tous genres confondus, ont totalisé 6,84 millions de tonnes contre 5,8 millions de tonnes, en hausse de 18,16%. Pour les autres types de céréales, les importations de l'orge ont augmenté à près de 181,2 millions de dollars pour 712 470 tonnes, contre 133,03 millions de dollars pour 438 000 tonnes, en hausse de plus de 36% en valeur et de 62% en quantités. Les importations de maïs, qui ont aussi connu une augmentation de plus de 12% en valeur et de 31% en quantité, ont atteint près de 914,93 millions de dollars pour 3,8 millions de tonnes entre janvier et novembre 2014, contre 813,82 millions de dollars pour 2,9 millions de tonnes sur la même période de 2013. Rappelons que la production céréalière nationale de la campagne 2013-2014 a reculé de 30% par rapport à la saison précédente en s'établissant à 34 millions de quintaux contre 49,1 millions de quintaux durant la campagne 2012-2013. Dépendante notamment des conditions climatiques, la production céréalière ne cesse de reculer depuis les rendements record enregistrés lors de la campagne 2008-2009 avec une production de 61,2 millions de quintaux. En 2013, les importations de céréales avaient totalisé un montant de 3,16 milliards de dollars contre 3,18 milliards de dollars en 2012, enregistrant un léger recul de l'ordre de 0,62%.

C. B.